

Le panel de médiation et de dialogue a rencontré le parti Jil Djadid

Sofiane Djillali pose ses conditions à Karim Younès

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4863 - Ven. 23 - Sam. 24 août 2019 - Prix : 10 DA

DGSN/Contrebande

Saisie de 14 500 euros
non déclarés à l'aéroport
Houari-Boumediene

Page 24

Insistant sur «l'éthique du juge»

Zeghmati : «L'ancrage des principes et des valeurs, constitue une obligation»

Page 2

La dernière
provocation
turque en Syrie

Par Mohamed Habili

L'armée syrienne s'en est prise ces derniers jours par deux fois à des cibles turques à l'intérieur de son territoire. La première fois, c'était il y a une semaine, lorsque son aviation avait procédé à des tirs de sommation destinés à stopper un convoi militaire turc qui se dirigeait vers la ville stratégique de Khan Chikhoun, au nord-ouest, de toute évidence pour empêcher sa prise par l'armée syrienne. La deuxième, il y a à peine trois jours, lorsqu'elle a bombardé l'un des 12 postes d'observation turcs mis en place autour d'Idleb, conformément à ce qui a été convenu à Sotchi entre les trois présidents, russe, turc et iranien. Dans le premier cas comme dans le second, il ne semble pas qu'il y ait eu des victimes turques. Les tirs ont été effectués, selon toute vraisemblance, de sorte à ce qu'il n'y en ait pas. Ils n'en constituent pas moins une nouveauté dans l'attitude de Damas, et donc dans celle de Moscou et de Téhéran, vis-à-vis de la présence militaire turque sur le territoire syrien. Avec la prise de Khan Chikhoun, c'est l'essentiel d'Idleb qui repasse sous le contrôle de l'armée syrienne. Cela ne se serait pas produit si les accords de Sotchi avaient été respectés à la lettre. Serait-ce le début de la part et des Syriens et des Russes de la tolérance zéro vis-à-vis de la présence militaire turque? On ne peut pas ne pas relever que ce revirement coïncide avec l'annonce par la Turquie d'un accord avec les Etats-Unis sur une zone de sécurité placée sous son autorité, ce qu'elle revendique depuis quasiment le début de la guerre en Syrie.

Suite en page 3

Cinq morts et des dizaines de blessés au stade du 20-Août

Le concert de Soolking tourne au drame

● Il promet de «prendre les mesures nécessaires»/
Bedoui adresse ses condoléances aux familles des victimes



Ph/D. R.

Tout le monde en avait parlé et même le chanteur : organiser un concert-événement d'une telle envergure dans un «petit» stade comme celui du 20-Août du Ruisseau (Alger) était un pari risqué. Et ce qui devait arriver arriva. L'on dénombre des dizaines de blessés et pas moins de 5 morts – trois jeunes femmes et deux jeunes hommes, âgés de 20 à 25 ans – après une bousculade à l'entrée du stade, jeudi soir. Lire page 13

Mouvement populaire pacifique

Liberté et démocratie, les revendications
phares du 27^e vendredi du Hirak

Page 2

Festival du patrimoine bâti

La maison traditionnelle
kabyle célébrée à Tazerouts

Page 13

Education, Enseignement supérieur, Formation professionnelle et Habitat Le gouvernement prépare la rentrée sociale

LE GOUVERNEMENT a tenu, mercredi, une réunion présidée par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, consacrée à l'audition et débat de deux exposés relatifs à la rentrée sociale 2019-2020 et aux mesures à prendre pour la résorption du déficit de la balance des paiements en vue de préserver les réserves de change du pays, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. Lors d'un exposé détaillé sur l'état d'avancement des préparatifs de la rentrée sociale le mois prochain, présenté par les ministres de l'Intérieur, de l'Education, de l'Enseignement supérieur, de la Formation professionnelle et de l'Habitat, il a été question des mesures prises dans le cadre de la préparation de la prochaine rentrée sociale, notamment pour la rentrée scolaire, universitaire et professionnelle, outre la propriété de l'environnement et la santé et l'hygiène publiques et les préparatifs en prévision des saisons d'automne et d'hiver. A ce propos, il a été relevé le nombre sans précédent de structures réceptionnées et devant entrer en service à l'occasion de la rentrée scolaire de cette année, à savoir 656 nouveaux établissements, dont 426 écoles primaires, 137 collèges et 93 lycées, en attendant la réception, fin 2019, de 161 établissements supplémentaires. Pour assurer l'encadrement de ces nouveaux établissements, le secteur a bénéficié de 8 040 nouveaux postes budgétaires, dont 1 061 postes pédagogiques. Concernant la rentrée scolaire, une nette amélioration est attendue en matière de restauration scolaire à la faveur de l'ouverture de 94% des cantines, du renforcement du transport scolaire et de l'amélioration des conditions de prise en charge des élèves à travers l'acquisition de 1 000 nouveaux bus. Le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnel sera renforcé, quant à lui, par la réception de 34 nouveaux établissements d'une capacité de plus de 15 100 postes pédagogiques, permettant au secteur d'accueillir plus de 503 000 stagiaires. De son côté, le secteur de la Santé a pris une série de mesures à même d'améliorer les prestations sanitaires, notamment pour ce qui est de la santé scolaire. Aussi, le ministre des Finances a présenté un exposé sur les mesures à prendre pour la résorption du déficit de la balance des paiements en vue de préserver les réserves de change du pays. Le gouvernement a écouté un rapport présenté par le ministre de l'Habitat sur l'avancement de la réalisation et de la distribution des programmes de logement, toutes formules confondues. A l'issue de la présentation de ce rapport, le Premier ministre a instruit le ministre de l'Habitat et les walis de la République de veiller à la distribution des programmes de logement achevés.

Meriem Benchaouia

Insistant sur «l'éthique du juge»

Zeghmati : «L'ancrage des principes et des valeurs, constitue une obligation»

■ «La corruption, le détournement de fonds, l'atteinte au foncier et aux terres agricoles, le trafic d'influence, le favoritisme, l'abus de confiance et autres écarts constituent une atteinte aux droits de l'Homme et des générations futures». C'est ce qu'a affirmé, avant-hier, Belkacem Zeghmati, ministre de la Justice, garde des Sceaux, à Constantine où il a présidé la cérémonie d'installation du nouveau procureur général de la cour de Constantine.

Par Lynda Naili

«**L**e perfectionnement de l'action de justice à travers un procès équitable, tant en termes d'application de la loi et de la lutte contre les crimes, qu'en termes de protection des droits et des libertés émanant de juges intègres et jouissant d'une bonne réputation, demeure la quête du secteur de la Justice», a souligné Zeghmati qui a insisté sur «l'éthique du juge» qu'il a considérée comme étant «l'élément clé» devant permettre «un procès équitable et des décisions impartiales pour instaurer la sécurité juridique et judiciaire au sein de la société». «L'ancrage de ces principes et des valeurs parmi la ressource humaine de la justice constitue une obligation», a ajouté le ministre, soulignant qu'un juge intègre imprègne par son comportement les décisions rendues par la justice et contribue à l'instauration de la justice et l'égalité. La majorité écrasante des juges du pays «sont intègres et œuvrent à rester fidèles au ser-



PH.D.R.

sur l'importance d'asseoir les conditions nécessaires et l'environnement appropriés pour déraciner toute les formes de la corruption et les conduites répréhensibles par la loi et l'activation des mécanismes de prévention.

Appel à favoriser «la sobriété et la fonctionnalité» dans la réalisation des structures du secteur

Par ailleurs, Zeghmati a appelé à favoriser «la sobriété et la fonctionnalité dans la réalisation des structures du secteur». Inspectant le chantier de réalisation de la nouvelle cour de justice de Constantine, située sur la route d'Ain El Bey à proximité de l'université frères Mentouri (Constantine1), le ministre a estimé que la sobriété et la fonctionnalité dans la réalisation des infrastructures de son secteur reflètent au mieux «la justice, son impartialité et sa fonctionnalité». Il a, dans ce sens, ajouté que «là où il y a le faste, il n'y a pas de

ment prêt en début de leur carrière professionnelle», a attesté le ministre, précisant que cette appréciation résultait de «la réalité du terrain».

Le dernier mouvement dans le corps des procureurs généraux a pris en considération le critère de l'éthique du juge, en plus des autres conditions imposées dans ce rang de responsabilité comme l'expérience, la

compétence, a souligné le ministre, affirmant que la voie a été ouverte, à ce titre, aux jeunes compétences pour consolider les efforts déployés dans le corps de la Justice sur «la voie de l'impartialité et l'égalité». Qualifiant la justice de «gardien et accompagnateur» des efforts de protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, Zeghmati a insisté

Cour suprême

L'ex-ministre de la Justice, Tayeb Louh, placé en détention provisoire

Le conseiller instructeur de la Cour suprême a ordonné avant-hier le placement de l'ex-ministre de la Justice, Tayeb Louh, en détention provisoire, indique un communiqué du pro-

curateur général de ladite cour. «Dans le cadre de l'enquête ouverte au niveau de la Cour suprême, ce jour 22 août 2019, le conseiller instructeur a auditionné l'ex-ministre de la

Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, poursuivi pour abus de fonction, entrave à la justice, incitation à la partialité et incitation à faux en écriture officielle», précise la même source. Le

conseiller instructeur ajoute que le conseiller instructeur «a rendu une ordonnance de placement du mis en cause en détention provisoire».

A. S.

Mouvement populaire pacifique

Liberté et démocratie, les revendications phares du 27^e vendredi du hirak

Le hirak est toujours là, les manifestants ne reculent devant rien. Hier, au 27^e vendredi, des centaines de citoyens sont sortis dans les rues, pour réitérer leur attachement à leurs principales revendications, à savoir leur opposition à la «commission de dialogue», jugement de toutes les personnes impliquées dans les affaires de corruption, la rupture avec l'ancien système et le départ de tous ses symboles. Malgré la canicule, les manifestants n'ont pas cédé à ce qui est devenu un rituel. En effet, dès 10h du matin, des centaines de citoyens ont commencé à investir le centre-ville pour se rassembler au niveau des principales artères de la capitale, à l'instar de la Grande-Poste, la place Maurice Audin et le boulevard Zighout Youcef, où était déployé un important dispositif sécuritaire. Les manifestants ont alors marché et scandé leurs princi-

pales revendications en arborant l'emblème national. Ils ont réitéré, à travers des chants, des banderoles et des pancartes, les revendications exprimées par le peuple depuis le début du mouvement populaire lancé le 22 février dernier, réclamant «le changement radical du système», «un Etat de droit qui consacre la justice et la démocratie», et «le jugement de tous ceux qui ont été impliqués dans la dilapidation des deniers publics». Réaffirmant leur attachement à l'unité nationale, les manifestants brandissaient également des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : «Libérez les détenus d'opinion arrêtés lors des manifestations», «Appliquez les articles 7 et 8 de la Constitution», «Liberté de la presse». «Non au dialogue avec les symboles de l'ancien système», «Non au vote dans la situation actuelle et en présence du

gouvernement Bedoui et Bensalah... Les manifestants ont brandi d'autres slogans, parmi eux figurent leur refus de dialoguer en scandant «pas de dialogue avec les symboles de l'ancien système, notamment Karim Younés». Lors de ce 27^e vendredi, les manifestants ont insisté sur la lutte contre la corruption, réclamant l'éradication de ce fléau en jugeant tous les corrompus. Ils ont aussi appelé à la récupération des fonds détournés et des biens dilapidés. Ils ont aussi promis de ne pas s'arrêter d'investir la rue jusqu'au départ des symboles de l'ancien système : «Manhebsouch hata yrouhou ga3» (on n'arrêtera pas jusqu'à ce qu'ils partent tous) «y en a marre de ce pouvoir, y en a marre» chantaient les manifestants. Des marches similaires ont eu lieu dans d'autres wilayas du pays, à l'image de Béjaïa, Constantine, Oran, où des mar-

cheurs ont exprimé leur désir pour le changement en scandant les principales revendications appelant notamment au «changement du système» et au «respect de la volonté du peuple». Brandissant des portraits des martyrs de la guerre de Libération, ils ont exprimé leur refus des élections sans le changement du gouvernement. Ils ont également crié leur opposition à la «commission de dialogue présidée par Karim Younés qui est un ancien ministre d'ailleurs». A Alger, comme à l'accoutumée, la marche s'est déroulée dans le calme en présence d'un important dispositif sécuritaire déployé pour la cadrer. Et comme chaque vendredi, des jeunes bénévoles, secouristes... sont venus en aide aux personnes qui ont eu des malaises à cause de la canicule.

Thinhinene Khouchi

Le panel de médiation et de dialogue a rencontré le parti Jil Djadid

Sofiane Djillali pose ses conditions à Karim Younès

■ Le parti de Sofiane Djillali a tenu à préciser, lors de sa rencontre avec Karim Younès, qu'«il ne pourrait être partie prenante à ce dialogue sans la réunion de certaines conditions, notamment la libération des détenus d'opinion, l'ouverture des médias, la levée du blocus de la capitale et le départ du gouvernement actuel».

Par Louiza Ait Ramdane

Le coordinateur de l'Instance de dialogue et de la médiation, Karim Younès, poursuit ses rencontres avec les partis politiques pour recueillir leurs avis sur le dialogue national et les mesures à prendre pour sortir de la crise. Après le président du Front El Mostakbel Abdelaziz Belaid mardi et celui de Talaie El Houriyet Ali Benflis, mercredi, le coordinateur du Panel de dialogue et de médiation a été reçu jeudi par Sofiane Djilali.

«L'objet de la rencontre était une concertation sur les conditions idoines pour tenir un dialogue national crédible et trouver une issue à la crise politique actuelle qui n'a que trop duré», indique le communiqué sanctionnant la rencontre de Jil Djadid avec l'Instance de dialogue et de médiation. Pour le parti Jil Djadid, sa rencontre avec Karim Younès «ne signifie pas l'acceptation du dialogue et son implication dans ce processus». «Le pouvoir ayant les moyens institutionnels et l'autorité de l'Etat est en devoir et en responsabilité de garantir les conditions d'un dialogue serein et efficace. C'est à lui de faire les premiers gestes nécessaires à une ébauche de confiance et à assumer les pré-alables», estime le parti.

Pour Jil Djadid, «le dialogue en soi devrait aboutir à une solution acceptable pour tous». Le parti a formé le vœu de voir «l'ensemble des acteurs de la scène politique parvenir à un consensus à même d'éviter les tensions et les risques qui pourraient avoir des conséquences graves pour l'avenir du pays», appelant à «faire prévaloir la sagesse en cette conjoncture difficile».

En plus des amendements aux lois en rapport avec les élec-



tions et la mise en place d'une autorité pour la gestion électorale indépendante de l'administration gouvernementale, Sofiane Djilali estime qu'il faudrait prendre en compte le souci légitime de l'opposition pour une refonte globale du système politique actuel. «Le régime doit changer», insiste le communiqué du parti. «Dans toute autre perspective, le dialogue prôné par le panel deviendra sans objet, et celui-ci perdra sa raison d'être», avertit Jil Djadid. C'est ainsi que Jil Djadid réitère sa proposition de jumeler l'élection présidentielle avec un processus constituant, ouvrant la voie à un référendum populaire sur la loi fondamentale.

«La révolution citoyenne des Algériens deviendra dès lors un modèle de réussite dans le monde», souligne-t-il.

Jil Djadid, espère que tous les acteurs de la société politique parviendront à un consensus qui éviterait au pays des crispations

et des risques dont les conséquences ne pourraient être que néfastes pour la suite des événements. Pour réussir cette phase, Sofiane Djilali estime que «le régime doit admettre une fois pour toutes qu'il est temps de transmettre le flambeau. Le peuple doit être en mesure de l'accompagner dans cet ultime exercice». Enfin, le parti Jil Djadid appelle à «faire prévaloir la sagesse en cette conjoncture difficile». «Le sens de la sagesse et de la raison doit primer en ces temps de périls», estime-t-il.

Le Forum de l'élite nationale appelle à un dialogue sérieux et responsable

Par ailleurs, reçu par le coordinateur de l'Instance nationale de dialogue et de médiation (INDM), Karim Younès, le président du Forum de l'élite et des compétences nationales, Youcef Kacimi, a souligné «l'importance

d'une volonté politique pour faire aboutir la démarche de changement du régime à laquelle appelle le Hirk populaire, afin de consolider les principes de la démocratie effective et réunir le climat adéquat à l'organisation d'une présidentielle libre et transparente». Appelant «l'association de l'élite nationale au processus de dialogue pour renforcer la confiance entre les membres de la société, et, par conséquent, faire sortir le pays de la crise qu'il traverse», il a proposé dans ce sens «la révision de la loi portant régime électoral pour concourir à la réussite de la prochaine échéance, et conférer davantage de légitimité aux institutions de l'Etat». M. Kacimi a appelé, en outre, à la démission du gouvernement actuel désigné par l'ancien président, à la lutte contre la corruption et à la poursuite en justice des personnes impliquées dans des affaires de corruption, préconisant l'installation d'une Instance nationale chargée de la surveillance, de l'organisation des élections avec un rôle renforcé en matière de contrôle des résultats du scrutin. Pour sa part, Karim Younès a mis en avant l'importance de promouvoir le dialogue avec toutes les parties, sans exclusive aucune, pour faire sortir le pays de cette situation difficile, saluant le rôle crucial que peut jouer l'élite nationale pour permettre à l'Algérie de renouer avec le développement et la prospérité. «En dépit de toutes les critiques, l'INDM qui regroupe des personnalités nationales compétentes dans divers domaines, est là pour servir le pays et le sauver de la situation actuelle, sans rien attendre, ni avantages ni intérêts personnels», a-t-il insisté.

L. A. R.

Depuis Ouargla

Hassan Rabehi : «Le dialogue, un devoir national»

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Hassan Rabehi, a affirmé, jeudi à Ouargla, que le dialogue était «un devoir national» pour surmonter la conjoncture que traverse le pays. «Le dialogue est un devoir national auquel tous les Algériens, là où ils se trouvent et quelle que soit leur obédience, doivent adhérer pour permettre au pays de surmonter cette conjoncture», a déclaré Rabehi lors d'une conférence de presse animée de sa visite de travail dans la wilaya. «L'Algérie a besoin, aujourd'hui, de tous ses citoyens pour interagir positivement avec le dialogue et assu-

mer la responsabilité de la sauvegarde du pays et de ses institutions», a-t-il soutenu, se disant «optimiste» quant aux efforts de l'Instance nationale de dialogue et de la médiation (INDM). «Nous cautionnons et saluons toutes les initiatives en faveur de la démarche visant à mener le pays à bon port et à réunir les conditions permettant l'organisation d'une élection présidentielle à travers laquelle un président sera élu en toute souveraineté pour avoir les prérogatives de gérer le pays dans la période à venir», a-t-il ajouté. Evoquant le rôle des médias dans la période actuelle, le ministre a estimé qu'ils «ont un rôle capital dans

l'accompagnement de la démarche du dialogue national», mettant l'accent sur l'impératif de véhiculer, dans les circonstances que traverse le pays, «un discours responsable» et d'être, en même temps, «conscients et vigilants» des menaces qui guettent le pays afin que «nous puissions y faire face au mieux des aspirations du peuple algérien». «Le peuple algérien aspire, dans sa totalité, à la sécurité, à la quiétude et à la stabilité du pays afin permettre à ce dernier de mettre à profit ses atouts matériels et humains en vue de l'édification d'une Algérie nouvelle, suivant une stratégie solide dont le but est la prospérité, le progrès, le

développement et l'instauration d'un véritable état de droit», a-t-il souligné, appelant «les médias à accompagner cette démarche civilisée et positive». A cette occasion, M. Rabehi a rendu hommage à l'Armée nationale populaire (ANP) pour son rôle pivot dans la protection du pays et des citoyens. «Tout un chacun connaît, depuis le début du Hirk, ses revendications sincères sur lesquelles nous sommes tous d'accord, d'où la nécessité de réfléchir à leur cristallisation dans un cadre juridique, ce à quoi œuvre l'Etat et les initiatives issues du peuple et des bonnes volontés». «L'Etat est

LA QUESTION DU JOUR

La dernière provocation turque en Syrie

Suite de la page une

Déjà elle a fait savoir à une partie des réfugiés syriens que leur permis de séjour ne sera pas renouvelé et qu'ils doivent partir s'installer dans cette même zone de sécurité, selon elle formellement convenue avec les Etats-Unis. De leur côté si ces derniers n'en ont pas à proprement parler infirmé l'annonce, ils ne l'ont pas confirmée non plus. En cette matière, les Américains se sont d'ailleurs toujours montrés évasifs. Voir les Turcs discuter avec l'occupant américain du sort d'une partie de leur pays, on comprend que cela puisse être intolérable aux yeux des Syriens, mais non moins peut-être à ceux de leurs alliés Russes et Iraniens. Pour occuper durablement une zone qu'elle estime devoir être profonde de trente à quarante kilomètres, Ankara, partie prenante des soi-disant accords de Sochi, recherche l'assentiment des seuls Américains, dont la présence en Syrie est pourtant temporaire. Il faut que la Turquie soit complètement aveuglée par sa soif de terre syrienne pour ne pas se rendre compte que la chose est impossible, qu'il lui faut pour cela plus que l'aval des Américains : une victoire militaire sur l'armée syrienne, mais aussi sur ses alliés russes et iraniens. Il n'empêche, jusque-là l'idée a prévalu que la tolérance que ces derniers observent à l'égard de sa présence militaire ne prendra réellement fin qu'après le retrait des soldats américains, dont du reste on ne sait plus très bien combien ils sont – toujours 2 000, ou moins que cela désormais, étant donné que leur matériel lourd a quant à lui été déjà retiré. Les deux attaques de l'armée syrienne, même si elles n'ont pas occasionné des pertes dans les rangs des unités turques, semblent dire que les Syriens n'attendront pas que ce retrait se fasse complètement pour commencer à pousser hors de leurs frontières l'occupant turc, qu'ils s'y sont déjà mis. Leur troisième attaque, pour autant qu'elle se produise, risque fort de porter sur le vif.

M. H.

passé à une étape qualitative en matière de conservation de démocratie, de liberté d'expression et de respect des droits de l'Homme», a déclaré le ministre, appelant à «permettre à la justice d'exercer sa souveraineté sans remise en cause de ses prérogatives». Par ailleurs, il a fait savoir que son département est «en train de revoir l'arsenal juridique régissant le secteur de la communication en soumettant nombre de textes de loi au gouvernement, et qui auront un impact positif sur tous les affiliés du secteur», a-t-il dit.

Radia G.

Douanes

Liste des marchandises soumises à l'autorisation de circuler publiée

■ La liste des marchandises soumises à l'autorisation de circuler dans la zone terrestre du rayon des douanes a été fixée par un arrêté ministériel, publié au Journal officiel n° 50.

Par Zineddine L.

Le texte du ministère des Finances fixe la liste des marchandises qui ne peuvent circuler dans la zone terrestre du rayon des douanes sans être accompagnées de l'autorisation de circuler, les quantités dispensées de cette autorisation et l'exemption de tout ou partie des obligations relatives à l'autorisation de circuler dans des parties déterminées du rayon des douanes. L'arrêté intervient en application de l'article 220 du code des douanes, les dispositions de l'article 10 du décret exécutif relatif à la circulation de certaines marchandises dans la zone terrestre du rayon des douanes et entre aussi dans le cadre de la lutte contre la contrebande. Selon la liste annexée à l'arrêté, les marchandises soumises à l'autorisation de circuler sont les chevaux et baudets vivants, animaux vivants de l'espèce bovine, ani-

maux vivants de l'espèce ovine ou caprine et chameaux. La liste comprend également le lait en poudre, plantes de palmiers, pois chiches, pois, lentilles, haricots, dattes, céréales, farines de blé, semoule de blé, huile de table de soja, huile de table de tournesol, sucre blanc, lait pour enfants, pâtes alimentaires et couscous à l'exception de celles préparées ou cuites, tabacs et succédanés de tabac fabriqués et ciments (portland gris). Les produits pharmaceutiques pour la médecine humaine ou vétérinaire (sauf quantité dûment justifiée pour la consommation personnelle), les pneumatiques neufs en caoutchouc, peaux brutes, fil machine en fer ou en acier non allié, barres en fer ou en acier non allié simplement forgées, laminées ou filées à chaud ainsi que celles ayant subi une torsion après laminage (rond à béton), autres barres en fer ou en acier non allié (rond à béton) figurent également dans la liste

des marchandises fixée par le ministère des Finances. A cela s'ajoute les climatiseurs du type «split system», réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs, cuisinières électriques, téléviseurs et démodulateurs. Concernant les marchandises pour lesquelles aucune dispense n'est prévue, il s'agit du corail travaillé et ouvrages en corail (dans tout le rayon des douanes), le corail brut et le corail simplement préparé, la poudre de zinc, déchets et débris de zinc, lingots en zinc, poudre de plomb, déchets et débris de plomb, lingots en plomb, poudre d'aluminium, déchets et débris d'aluminium, déchets et débris de cuivre, poudre de cuivre, lingots en aluminium et lingots en cuivre. Pour le cas du carburant, aucune dispense n'est prévue dans les zones terrestres Est et Ouest, tandis que dans la zone du Sud les quantités dispensées de l'autorisation de circuler ont été fixées à 50 litres pour le gazoil et



90 litres pour l'essence. Les régions concernées par l'autorisation de circuler dans la zone terrestre du rayon des douanes ont été désignées suivant les wilayas qui leur sont rattachées :

Ouest (Tlemcen et Naâma), Est (El Tarf, Tébessa, Souk Ahras et El Oued) et le Sud (Béchar, Tindouf, Adrar, Tamanrasset, Ouargla et Illizi).

Z. L.

Fonds de soutien au Sud

Vers le lancement d'un programme de réhabilitation des jardins oasiens

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari, a fait état, jeudi à Timimoun (220 km au nord d'Adrar), de la préparation d'un programme de réhabilitation des jardins oasiens. Ce programme, tracé dans le cadre du Fonds de soutien au Sud, vise à préserver les surfaces agricoles oasiennes, qui constituent un patrimoine botanique séculaire lié au système d'irrigation traditionnelle par foggara, a précisé

M. Omari lors de l'inspection de l'Institut agricole méditerranéen de Timimoun, au deuxième et dernier jour de sa visite de travail dans la wilaya en compagnie du ministre de la Santé. Le ministre a visité une exposition des activités des stagiaires de cet institut en matière de développement de la production des différentes variétés de dattes, que recèle la région ainsi que d'industries de transformation y afférentes, outre des expériences de la production

d'aliments de bétail et de valorisation de semences. Lors de la présentation de l'expérience d'un des stagiaires de l'institut dans le domaine de l'escalade des palmiers, le ministre de l'Agriculture a indiqué qu'une réflexion est engagée en vue de susciter l'intérêt pour cette activité, délaissée par les jeunes, à travers l'acquisition de matériels et d'équipements via les dispositifs d'aide à l'emploi. A cette occasion, le ministre s'est enquis des pro-

grammes de formation dans le domaine de l'accompagnement de la production animale, rappelant les décisions prises par les hautes autorités du pays pour la promotion de l'élevage camelin et les activités liées à cette filière dans le Sud afin de lui permettre de contribuer à l'économie nationale. Au terme de cette visite, le ministre de l'Agriculture a écouté les préoccupations des associations d'élevage camelin à Timimoun, concernant l'accom-

panement de l'activité de la course de méhari, où la région a réalisé des résultats positifs lors des compétitions nationales. A ce propos, il a appelé à la structuration des personnes intéressées en associations nationales dans l'optique de constituer une fédération, ce qui facilitera l'accompagnement et le soutien de ses membres et leur permettra de prendre part aux compétitions tant au niveau national qu'international.

Melissa A.

Crise politique

Le FJD n'adhère pas à l'appel à la désobéissance civile

Le président du parti Front de la justice et du développement (FJD), Abdallah Djaballah, a indiqué, jeudi à Jijel, que «sa formation politique n'adhère pas à l'appel à la désobéissance civile prôné par certaines parties». «Le FJD appuie la révolution pacifique et son civisme ainsi que les revendications légitimes», a déclaré M. Djaballah lors de son allocution à l'ouverture de la 2^e université d'été du FJD à la maison des jeunes Rachid-Bounab, au centre-ville, soutenant que «la désobéissance civile pourrait mener à un affrontement». Le responsable politique a également plaidé pour l'application de l'article 7 de la Constitution stipulant que «le peuple est source de tout pouvoir», estimant que «l'application de l'article 102 de la Constitution à elle seule ne peut faire sortir le pays de la crise qui le secoue». Affirmant que «la légitimité popu-

laire annule toute autre légitimité», le président du FJD a relevé que «le peuple à travers son mouvement de protestation

(hirak) a exprimé son refus et sa non-reconnaissance de tous ceux qui représentent l'actuel régime». Considérant que «la

commission du dialogue n'est pas la solution idoine à la crise et l'objectif derrière sa création est d'affaiblir le mouvement populai-

re», M. Djaballah a ajouté que «les prérogatives de la commission se limitent à deux points : l'instance indépendante chargée d'organiser les élections et la désignation de la date de l'élection présidentielle». Il a soutenu que les revendications du peuple dépassaient de loin ces points pour atteindre, selon lui, «les revendications du départ du régime et la préservation de l'unité nationale». L'intervenant a relevé que la disqualification du régime de despotisme «doit être étendue aux dirigeants politiques, partenaires du régime au cours des vingt années de règne», en plus «des lobbys financiers qui ont pillé le Trésor public». La deuxième université d'été du Front de la justice et du développement, qui se déroulera jusqu'au 24 août courant, propose aux participants un programme politique et culturel.

Amine Kh.

Forces de l'alternative démocratique

La «convention du pacte politique» prévue le 31 août prochain

LA «CONVENTION du pacte politique», organisée par les partis des Forces de l'alternative démocratique, est prévue le 31 août prochain avec plusieurs thèmes à l'ordre du jour, a fait savoir avant-hier le Front des forces socialistes (FFS), l'un des partis de ce pôle. Outre le FFS, les Forces de l'alternative démocratique comprend également le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le Parti des travailleurs (PT), le Parti socialiste des travailleurs (PST), l'Union pour la changement et le progrès (UCP), le Mouvement démocratique et social (MDS), le Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD), la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), ainsi que des personnalités politiques, des universitaires et des juristes. «Nous sommes en phase de finaliser le programme de la convention et nous attendons toujours l'autorisation des autorités publiques en ce qui concerne le lieu qui abritera les travaux de cette rencontre», a déclaré le premier secrétaire du FFS, Hakim Belahcel. Les participants auront à débattre de plusieurs thèmes liés à la crise politique qui secoue le pays actuellement, notamment «la transition démocratique, le processus constituant souverain, l'Etat de droit, les libertés individuelles et l'Etat social», a-t-il précisé. Selon le premier secrétaire du FFS, les Forces de l'alternative démocratique «sont ouvertes au dialogue et à travers la convention du 31 août, elles veulent lancer un message au pouvoir, à savoir la nécessité d'ouvrir un dialogue global et sincère afin de trouver les solutions idoines permettant à l'Algérie de sortir de l'actuelle crise politique». Cette convention constitue «une première étape qui doit mener vers la tenue d'une conférence nationale souveraine avant la fin de l'année en cours», a-t-il ajouté.

Salim N.

Pétrole

Le Brent à 59,80 dollars à Londres

■ Les prix du pétrole baissaient légèrement hier en cours d'échanges européens, dans un contexte économique mondial toujours incertain, et en attendant un discours du patron de la Banque centrale américaine, Jerome Powell, qui sera très suivi.

Ph/D. R.



Par Mehdi A.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 59,80 dollars à Londres, en légère baisse de 0,20% par rapport à la clôture de jeudi. Sur la semaine, il a gagné 2,00%. A New York, le baril américain de WTI

pour la même échéance s'échangeait à 55,28 dollars, 0,13% de moins que la veille. Sur la semaine, il a gagné 0,86%. Certains accusent le creux de fin d'été d'être à l'origine des hésitations du pétrole. Mais en vérité, ce malaise provient des inquiétudes toujours présentes concernant l'écono-

mie mondiale, selon des analystes. Jeudi, le cabinet IHS Markit a en effet publié ses indices PMI, fournissant ainsi un aperçu de l'économie mondiale. Le PMI provisoire du secteur manufacturier pour les Etats-Unis en août a été estimé à 49,9 points, contre 50,5 attendus par les analystes. Lorsque

le PMI est supérieur à 50 points, cela signifie que l'activité progresse, tandis qu'elle se replie s'il est inférieur à ce seuil. Le secteur manufacturier consomme beaucoup de pétrole, donc une contraction dans ce secteur induirait une baisse de la demande de l'or noir. Par ailleurs, les investisseurs atten-

dent le discours de Jerome Powell, président de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui doit s'exprimer à l'occasion du symposium de Jackson Hole aux Etats-Unis, grande réunion internationale des banquiers centraux. Pour certains analystes, le discours de Jackson Hole est important pour le pétrole car si la Fed indique qu'elle va adopter une politique monétaire plus accommodante, cela pèsera sur le cours du dollar, alors que le dollar index, qui mesure la valeur du billet vert face à un panier de six grandes devises, a baissé jeudi. Une devise américaine plus faible soutient d'habitude les prix du pétrole, selon eux.

M. A./APS

France L'activité du secteur privé se redresse en août

L'EXPANSION du secteur privé en France s'est accélérée en août après un repli le mois précédent, tirée par le dynamisme des services et atteignant un plus haut de deux mois, selon un indice provisoire publié jeudi par le cabinet IHS Markit. L'activité globale s'est redressée à 52,7 points contre 51,9 en juillet – une valeur supérieure à 50 signalant une expansion de l'activité, tandis qu'un indice en-deçà de ce seuil traduit une contraction. La croissance du secteur des services affiche son plus haut niveau depuis novembre 2018, avec une valeur de 53,3 points, ce secteur connaissant une hausse mensuelle de son activité pour le cinquième mois d'affilée, détaille Markit dans un communiqué. La production manufacturière se redresse en août à 50,4 points après s'être contractée en juillet (49 points). «Le volume de nouvelles affaires a augmenté à un rythme soutenu en août tandis que les contraintes de capacité ont persisté dans le secteur privé français avec une quatrième hausse mensuelle consécutive des affaires en attente», relève encore le cabinet. «Contrairement aux autres économies de la région, la France a conservé un rythme d'expansion soutenu et, au vu des dernières données PMI, elle devrait se maintenir en tête du classement des pays par niveau de croissance économique au troisième trimestre 2019», selon Eliot Kerr, économiste à IHS Markit, cité dans le communiqué. L'indice PMI Markit mesure la performance globale du secteur privé sur la base d'un panel de 400 entreprises opérant en France. R. E.

Changes

L'euro en légère baisse face au dollar

L'euro baissait légèrement face au dollar hier, dans un marché concentré sur le discours à venir du président de la Réserve fédérale américaine (Fed), à Jackson Hole aux Etats-Unis. Dans la matinée l'euro perdait 0,10% face au billet vert, à 1,1068 dollar. Toute l'attention du marché se portera sur «un événement en particulier», le discours prévu à 14h00 GMT de Jerome Powell, président de la Réserve fédérale américaine, au symposium de Jackson Hole, la

grande messe annuelle des banquiers centraux, a expliqué un analyste. Les investisseurs chercheront des indices sur le futur de la politique monétaire américaine, alors que le compte-rendu de la précédente réunion de la Fed, publié mercredi, a montré que les responsables étaient divisés sur la question. Le marché estime la probabilité d'une baisse des taux en septembre à 93,5%, un peu en dessous des 100% attendus en début de semaine, a souligné un analyste.

Une baisse des taux, destinée à stimuler la croissance économique, a également pour conséquence de rendre le dollar moins rémunérateur et donc moins attractif pour les cambistes, ce qui pèse sur sa valeur. Concernant l'euro, la monnaie unique a tenté de se redresser jeudi suite à la publication des indices PMI en zone euro, «meilleurs que prévu pour le mois d'août» mais «les gains se sont avérés de courte durée», ont relevé d'autres analystes.

Jeudi, la devise européenne a également dû affronter la publication du compte rendu de la précédente réunion de la Banque centrale européenne, où l'institution a reconnu que le ralentissement économique pourrait être plus grave qu'attendu. Ce document a renforcé les attentes du marché concernant le fait qu'un ensemble de mesures accommodantes sera probablement annoncé lors de la réunion le mois prochain, ont souligné des analystes. Mahi O.

Indonésie

La Banque centrale annonce une baisse surprise de ses taux d'intérêt

La Banque centrale d'Indonésie, première économie d'Asie du Sud-Est, a annoncé jeudi une baisse surprise de ses taux directeurs, la deuxième en deux mois, présentée comme une mesure préventive face au risque de ralentissement mondial de la croissance. Dans le sillage de la Réserve fédérale (Fed) fin juillet, la Banque d'Indonésie (BI) a réduit son taux directeur de 25 points de base, à 5,50%, contre 5,75% précédemment, indiquant qu'elle pourrait encore réduire le coût du crédit à l'avenir. «Il s'agit d'une mesure préventive pour stimuler la croissance», a indiqué le gouverneur de l'institution, Pery Warjiyo, alors qu'une majo-

rité des analystes interrogés par Bloomberg tablaient sur un maintien des taux. «L'Indonésie a la chance de voir son économie continuer à croître, mais nous devons anticiper les risques d'un ralentissement mondial de l'économie», a-t-il noté. L'Indonésie a publié au deuxième trimestre sa croissance la plus faible depuis deux ans, handicapée par un accès de faiblesse des exportations, avec un PIB en progression de 5,05%, contre +5,27% un an auparavant. L'archipel fait face à une baisse des prix des matières premières, charbon et huile de palme notamment, qui sont clés pour son économie, alors que l'économie mondiale a

commencé à ralentir dans le sillage des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. «La baisse des taux est une surprise», a noté Franziska Palmas, analyste du cabinet Capital Economics dans une note. «Le ralentissement de la croissance et le faible niveau d'inflation signifient que la Banque d'Indonésie pourrait à nouveau réduire ses taux dans les prochains mois», a-t-elle relevé. Le président indonésien, Joko Widodo, réélu en avril, a annoncé qu'il s'attacherait lors de son second mandat à réduire le poids de la bureaucratie pour attirer les investissements étrangers. Mais le gouvernement a légèrement révisé à la hausse la

semaine dernière sa prévision de croissance pour 2020 de 5,2% à 5,3%. L'économie indonésienne progresse de 5% par an environ depuis 2014, une croissance vigoureuse mais inférieure à l'objectif de progression du PIB de 7% par an affiché par le président lors de son arrivée au pouvoir. Fin juillet, prenant acte du ralentissement de l'économie mondiale, la Fed a baissé d'un quart de point de pourcentage ses taux au jour le jour, pour la première fois en 11 ans. La Banque centrale européenne (BCE) avait maintenu ses taux quelques jours plus tôt, tout en ouvrant la voie à une baisse future. A. Y.

Skikda

Des perspectives prometteuses en matière de tourisme

■ La wilaya de Skikda ouvre des perspectives prometteuses en matière de tourisme, a estimé jeudi le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud.

Par Nassima A.

«Le secteur touristique à Skikda réalise des avancées remarquables reflétées dans les investissements consentis et les projets en cours de réalisation», a précisé le ministre lors de l'inspection du village touristique Russica Park, un projet d'investissement algéro-saoudien, en chantier dans la zone d'expansion touristique (ZET) de la commune de Filfila (Est de Skikda). Abdelkader Benmessaoud a rappelé, à ce propos, les facilitations accordées par l'Etat dans le cadre de la relance du secteur, outre l'accompagnement assuré par les autorités locales aux différents projets. In situ, le ministre a insisté à l'effet d'œuvrer à livrer le Russica Park dans «les meilleurs délais» et suggérer aux responsables de ce méga chantier, totalisant 11 projets, de lancer une réflexion pour l'utilisation de l'énergie solaire dans la quasi-totalité des structures de cet investissement. Mobilisant 8,4 milliards de dinars, ce village touristique, engagé sur 13 hec-

PH. > D. R.



tares offre une capacité d'accueil de 1.700 lits et assurera des services de qualité pour les touristes et les estivants avec, entre autres, un hôtel de 108 chambres, 10 villas haut stan-

ding, six grands appartements, un parking pour 127 véhicules, un centre commercial, une salle des fêtes, une salle de cinéma, cinq restaurants, un théâtre de plein de 1.500 places, des salles de jeu, une piscine couverte, des structures de sport et un parc de jeux aquatiques, selon les explications fournies sur place à la délégation ministérielle. Abdelkader Benmessaoud avait entamé sa visite dans la wilaya de Skikda par l'inauguration de l'extension d'un hôtel de statut privé, classé 4 étoiles, dans la commune de Filfila, où 75 lits sont venus renforcer les 37 existants dans cette structure. Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat s'est également rendu au chef lieu de wilaya pour inspecter un autre hôtel de 54 lits qui avait fait l'objet de travaux de modernisation et d'extension.

N. A./APS

ORAN Plus de 40 locaux affectés aux promoteurs Cnac

QUARANTE-sept locaux commerciaux ont été affectés aux promoteurs de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris du directeur de l'antenne d'Oran du dispositif. Cette opération, prise en charge par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, concerne l'affectation de 241 locaux (quota de la wilaya d'Oran) pour les promoteurs des dispositifs d'aide à la création de l'Emploi, Cnac, Ansej et Angem, a précisé à l'APS Nourredine Sahraoui. Les locaux appartenant à l'OPGI et l'AADL, se trouvent pour la plupart dans les nouvelles villes de Oued Tlélat et Gdyl (166 locaux), le reste est réparti sur les autres communes. Une commissions affectation s'est réunie sous la présidence du wali d'Oran, la première affectation s'est faite et «l'ensemble des demandes émanant des promoteurs de la Cnac soit 47 demandes ont toutes étaient satisfaites», a précisé M. Sahraoui. Les locaux serviront pour des activités de mécanique, coiffure, artisanat et boulangerie entre autres. Cette affectation sera suivie prochainement par d'autres, a souligné le responsable qui a ajouté qu'«à chaque fois qu'il y a une demande importante sur ces locaux, la direction de l'emploi qui est chargée de collecter les demandes convoque la réunion de la commission d'affectation».

A.O./R. R.

Tindouf

Signature d'une convention pour la valorisation de l'arganier

Une convention pour la valorisation et le développement de l'arganier a été signée, jeudi, entre le secteur des forêts et l'unité du groupement d'ingénierie rurale la wilaya de Tindouf, lors d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari. La Convention signée entre les deux parties, au niveau d'une exploitation agricole privée, prévoit plusieurs points inhérents à la reproduction de cet arbre, à l'élargissement des zones de plantation et à la modernisation des moyens utilisés, a affirmé le ministre. Des préparatifs sont en cours pour le lancement, début octobre, d'une campagne nationale de boisement, sous le thème «un arbre pour chaque citoyen», visant à renforcer les capacités forestières et à remplacer les pertes du patri-

moine forestier causées par les incendies, en sus de l'élargissement des espaces verts pour assurer le bien-être du citoyen, a ajouté le ministre, précisant que l'occasion sera également de relancer le projet du barrage vert, en tant qu'expérience pionnière en matière de lutte contre la désertification. Accompagné par le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, M. Omari a inspecté un projet pilote de mise en terre de plus de 5000 plants d'arganiers par un exploitant particulier à Tindouf, une expérience qui a donné des résultats «encourageants», bien que la culture de cet arbre rare exige un climat spécifique, selon les responsables du projet. La délégation ministérielle a suivi également un exposé détaillé sur les activités du secteur

forestier à Tindouf ainsi que les différentes opérations dont la wilaya a bénéficié dans le cadre de la valorisation et la promotion de la plantation de l'arganier, un arbre existant en nombre important à Touiref Bouâam et Oued El-Ma. Le ministre a procédé, en outre, à la mise en service d'une unité de la Coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS) relevant de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) avant d'écouter, sur place, les préoccupations des éleveurs, notamment ce qui concerne le manque des fourrages, soulignant, à ce propos, «la disposition de son département ministériel à prendre en charge ces préoccupations». Au niveau de la même unité, le ministre a présidé la cérémonie de distribution du premier quota d'orge au profit de certains éleveurs de camelins

et de chèvres. Dans ce cadre, M. Omari a mis l'accent sur la nécessaire structuration des agriculteurs et éleveurs en vue de faciliter l'opération de prise en charge par l'Etat concernant la distribution des fourrages, avant de présider une cérémonie de distribution de trois unités d'énergie solaire sur un total de 250 unités destinées aux agriculteurs. Le ministre a fait état, également, de la consécration, dans le cadre des fonds de soutien au développement rural, d'opérations de soutien aux activités de l'élevage camelin et autres activités relatives à la recherche des sources d'eau ainsi que la levée du gel des mécanismes d'exploitation d'eau et de réduction de l'utilisation de l'électricité à travers le recours à l'énergie solaire.

Nassima A.

Tébessa

1,2 million de quintaux de céréales engrangés

Pas moins de 1,2 million quintaux de céréales ont été engrangés dans la wilaya de Tébessa durant la campagne moisson-battage lancée à la mi-juin dernier, a indiqué le chef de service de la production agricole et de l'assistance technique à la Direction des services agricoles (DSA), Azzedine Kadri. «La récolte d'une superficie agricole estimée à 119.000 hectares a été collectée dans plusieurs communes de la wilaya de Tébessa

et stockée dans les aires de stockage de la Coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS)», a précisé le même responsable. M. Kadri a précisé que 616.000 quintaux de blé dur, 41.000 quintaux de blé tendre et 457.000 quintaux d'orge ont été récoltés depuis le lancement de la campagne moisson-battage qui devra se poursuivre «jusqu'à fin septembre prochain», soulignant que la production céréalière attendue devra atteindre 1,7

million de quintaux. Par ailleurs, dans le but d'assurer le bon déroulement et le succès de la campagne moisson-battage, la DSA a mobilisé 280 moissonneuses-batteuses et des sacs de collecte de céréales, a indiqué M. Kadri, soulignant que 11 points de collecte de la production, dans plusieurs communes de la wilaya, reçoivent les quantités récoltées de blé tendre et dur et d'orge, entre autres Tébessa, El-Mridj, El-Aouinet, Négrine,

Ferkan et Chérea. Les quantités engrangées sont par la suite transférées aux silos des communes de Tébessa, Chérea et El-Aouinet. Azzedine Kadri a attribué l'augmentation attendue de la production céréalière dans la wilaya de Tébessa à une pluviosité généreuse, la disponibilité des semences et d'engrais azotés, ainsi que la maîtrise, par les agriculteurs, des techniques de la culture céréalière.

A. S.

Tunisie

Candidat à la présidentielle, le Premier ministre délègue ses pouvoirs

■ Le Chef du gouvernement tunisien, Youssef Chahed, l'un des principaux candidats à la présidentielle anticipée du 15 septembre, a annoncé, jeudi, avoir délégué ses pouvoirs pour se consacrer à sa campagne électorale.

Par Sara B.

Lors d'une intervention sur la télévision publique, M. Chahed a déclaré avoir «décidé de déléguer ses pouvoirs de chef de gouvernement au ministre de la Fonction publique jusqu'à la fin de la campagne électorale». Celle-ci est prévue du 2 au 13 septembre. Cette décision a été prise «dans le souci d'assurer la transparence dans le processus électoral et pour éviter tout conflit d'intérêt», a dit M. Chahed. Le premier tour du scrutin présidentiel aura lieu le 15 septembre. Prévue en fin d'année, cette élection a été avancée à la suite du décès le 25 juillet du président Beji Caid Essebsi à l'âge de 92 ans. Il était le premier président démocratiquement élu au suffrage universel de l'histoire moderne de la Tunisie. Vingt-six candidatures, dont celle de M. Chahed, ont été validées et 71 écartées, au terme d'un examen préliminaire des dossiers, a annoncé le 14 août l'Instance chargée des élections en Tunisie (Isie). La liste finale sera publiée le 31 août. Mardi, M. Chahed qui avait lancé au début

de cette année son propre parti Tahya Tounes, a annoncé avoir renoncé à la nationalité française avant le dépôt de sa candidature, comme le demande la Constitution.

Youssef Chahed s'engage à se mettre sur un pied d'égalité avec ses concurrents

Le désormais ex-Chef du gouvernement tunisien et actuel candidat à l'élection présidentielle anticipée, Youssef Chahed, a affirmé, jeudi, qu'il ne ménagera aucun effort pour se mettre sur un pied d'égalité avec ses concurrents en lice pour le scrutin présidentiel et pour garantir la neutralité de l'administration. Sur sa décision de déléguer ses pouvoirs au ministre de la Fonction publique, Kamel Morjane, qui préside le Conseil national de son propre parti Tahya Tounes, Youssef Chahed a rassuré les Tunisiens quant à la gestion des affaires courantes du pays durant les semaines à venir et à la mobilisation de l'administration pour les prochaines échéances, en particulier la ren-



trée scolaire et le retour des Tunisiens à l'étranger. La présidentielle en Tunisie prévue pour

le 15 septembre a été, pour rappel, avancée en raison du décès du président Béji Gaid Essebsi le

25 juillet dernier. Elle devait avoir lieu en principe vers la mi-novembre. S. B./APS

Sahara occidental

Le maintien du statu quo est dangereux pour la région

Le représentant du Front Polisario en Australie et en Nouvelle-Zélande, Kamal Fadel, a soutenu dans un avis publié dans le «Wall Street Journal» que le maintien du statu quo au Sahara occidental, comme le souhaite le Maroc, «est dangereux pour la région et coûteux pour l'ONU, les Etats-Unis et la communauté internationale en général». Répondant à l'article de Dion Nissenbaum sur le Sahara occidental «La guerre dormante attire les projecteurs des Etats-Unis», publié la semaine dernière dans le «Wall Street Journal», M. Fadel a attiré l'attention sur le fait que «la lecture de l'article pourrait laisser penser que le maintien du statu quo était la meilleure option disponible pour la question du Sahara occidental». «C'est une idée pour laquelle le Maroc fait pression sans relâche, mais c'est une option dangereuse, non seulement pour le Sahara occidental, mais pour toute la région. C'est aussi une option coûteuse pour l'ONU et, d'autre part, pour les Etats-Unis», a souligné le diplomate sahraoui. Il a averti que «la patience du peuple sahraoui est en train de s'épuiser», rappelant que «le Maroc n'a pas réussi à gagner le cœur et l'esprit des Sahraouis au cours de ses 44 années d'occupation». Il a indiqué que «les fausses affirmations véhiculées par l'article de Dion Nissenbaum sont trompeuses», affirmant que le peuple sahraoui

devrait plutôt «être autorisé à décider de son avenir par référendum», car, explique le diplomate sahraoui, «toute solution mal conçue ou à moitié préparée pourrait attiser le mécontentement et conduire à la reprise des hostilités». Il a également accusé l'occupant marocain d'«utiliser la carte de la peur pour maintenir l'occupation illégale de la dernière colonie en Afrique», soulignant dans ce sens qu'«il faut trouver rapidement une solution juste et durable à la question du Sahara occidental ce qui contribuera à la stabilité de la région et à la protection de toute menace à la paix dans le monde».

Une lecture déformée et erronée

Le ministère sahraoui de l'Information a dénoncé mercredi

dernier la tentative du Royaume marocain d'induire en erreur l'opinion publique sur la position des Etats-Unis quant à la question sahraouie à travers des articles de presse rémunérés visant la désinformation et la falsification de faits. S'exprimant dans un communiqué, le ministère sahraoui a réagi à l'information diffusée la veille par l'agence de presse marocaine MAP reprenant un article publié par «Wall Street Journal», selon lequel «les Etats-Unis auraient clairement indiqué que Washington ne soutiendrait pas un plan qui conduirait à une nouvelle nation africaine». Relevant que le Maroc avait déjà tenté d'induire en erreur l'opinion publique sur la position des Etats-Unis sur le Sahara occidental, en propageant de fausses informations, le commu-

niqué du ministère sahraoui, a indiqué que «la publication d'articles de presse rémunérés ne changera pas le fait que le Royaume marocain n'est qu'une puissance occupante des territoires de la République sahraouie». A cet effet, le département sahraoui de l'Information a précisé que l'article du journaliste américain, Dion Nissenbaum, a été publié sur les pages du «Wall Street Journal», après une visite organisée à son intention par la Direction générale des études et de la documentation marocaine (DGED), sous la couverture du ministère des Affaires étrangères marocain. Ainsi, le ministère sahraoui a ajouté qu'il ne s'agissait en fait que d'une lecture «déformée et erronée» présentant des conclusions énoncées par le ministre des Affaires étrangères marocain, M.

Bourita, comme si elle était la position officielle américaine. «En ce qui concerne la déclaration selon laquelle les Etats-Unis soutiennent le Maroc dans son opposition à un Etat indépendant au Sahara occidental, nous soulignons que le journaliste Dion Nissenbaum s'est exclusivement fondé dans la rédaction de son texte sur sa conversation tenue avec le ministre des Affaires étrangères marocain. Il a clairement indiqué que sa source était exclusivement composée de diplomates marocains et occidentaux et qu'il n'a jamais cité cette prétendue position officielle américaine sur le Sahara occidental», a clarifié, en outre, le communiqué. Tout en rappelant que depuis trois décennies, le Maroc avait été contraint de s'asseoir aux côtés de la République sahraouie dans les enceintes continentales et internationales pour négocier sur la résolution du conflit, le département sahraoui a fait observer que cette réalité ne peut pas être réduite et ignorée en utilisant un article de journal ou autre publication. «La République sahraouie représente la volonté d'un peuple attaché à son droit et à sa souveraineté, quels que soient les sacrifices qu'il doit en consentir», a mentionné encore la même source dénonçant des manœuvres de la puissance occupante d'acheter des lobbys dans le monde, «mais en vain». Fella Y.

Libye

13 morts et des dizaines de blessés dans des affrontements entre les belligérants

DES AFFRONTEMENTS entre les forces du gouvernement libyen soutenu par l'ONU et les troupes du général à la retraite, Khalifa Haftar, basées dans l'est du pays, ont fait 13 morts et des dizaines de blessés mercredi dans le sud de la capitale Tripoli, ont déclaré jeudi des sources militaires. «Sept de nos soldats ont été tués dans les combats pour contrôler certaines parties du sud de Tripoli», a indiqué jeudi aux médias Mustafa al-Meiji, porte-parole des forces gouvernementales. Les forces gouvernementales soutenues par l'ONU avaient conservé leurs positions malgré les assauts dans la zone des troupes de Haftar dans l'est du pays. Pour sa part, une source proche des troupes de Haftar a révélé que six de leurs soldats avaient été tués et que des dizaines d'autres avaient été blessés dans les échanges de feu avec les forces du gouvernement. Le gouvernement soutenu par l'ONU s'est engagé début avril dans un conflit armé meurtrier dans et autour de la capitale libyenne contre l'armée basée dans l'est, qui tente de prendre la ville et renverser ce gouvernement. R. M.



Armement

La Russie promet une «réponse symétrique» à l'essai d'un missile américain

■ Le président russe Vladimir Poutine a promis hier une «réponse symétrique» à l'essai récent par les Etats-Unis d'un missile de portée intermédiaire, leur premier depuis la Guerre froide, qui fait craindre une nouvelle course aux armements.

Par Rosa C.

«**J**ordonne aux ministères russes de la Défense et des Affaires étrangères (...) d'analyser le niveau de menace créé pour notre pays par les actes des Etats-Unis et de prendre des mesures exhaustives pour préparer une réponse symétrique», a déclaré M. Poutine lors d'une réunion de son Conseil de sécurité. Ce test américain, effectué dimanche depuis l'île de San Nicolas, au large de la Californie (ouest), selon le Pentagone, a entériné la mort du traité de désarmement INF qui abolit l'usage – par la Russie et les Etats-Unis seuls – des missiles terrestres d'une portée de 500 à 5 500 kilomètres. Ce traité, dont la signature à la fin de la Guerre froide en 1987 avait mis un terme à la crise des euro-missiles, déclenchée par le déploiement en Europe des SS-20 soviétiques à têtes nucléaires, a officiellement été suspendu par les deux puissances rivales début août, après six mois d'un dialogue de sourds. La Russie et la Chine avaient aussitôt condamné l'essai de dimanche, en dénonçant le risque d'une «escalade des tensions militaires» et d'une relance de la course aux armements. «Il est

évident que (l'essai du missile américain) n'était pas le résultat d'une improvisation, mais un maillon de plus dans une chaîne d'événements planifiés depuis longtemps», a estimé M. Poutine hier. «Cela ne fait que confirmer le fondement de nos préoccupations exprimées auparavant», a-t-il ajouté. Depuis le début de l'année, Moscou et Washington ne cessent de s'accuser mutuellement de violer le traité INF. Les Américains mettent notamment en cause le missile russe 9M729 d'une portée, selon eux, de 1 500 km, ce que Moscou dément. La Russie dénonce de son côté le système de défense antimissile américain Aegis Ashore déployé en Pologne et en Roumanie, en redoutant que celui-ci ne soit utilisé pour le lancement de missiles de croisière visant le territoire russe. «Maintenant, une violation est évidente, il est inutile de le contester», a dénoncé M. Poutine. «Mais cela soulève maintenant cette question : comment pourrions-nous savoir ce qui sera déployé en Roumanie et en Pologne ?» Selon le président russe, «les vraies intentions» des Etats-Unis sont «de déployer dans différentes régions du monde des missiles interdits



auparavant». Mais leur déploiement en Europe comme en Asie «touche nos intérêts de base, puisque c'est à proximité des frontières russes», a souligné M. Poutine. «Nous n'avons jamais voulu, ne voulons pas et n'allons pas nous entraîner dans une course aux armements, très cou-

teuse et destructrice pour notre économie», a-t-il toutefois assuré. D'après M. Poutine, la Russie «reste toujours ouverte à un dialogue constructif et d'égal à égal avec les Etats-Unis afin de rétablir la confiance et renforcer la sécurité internationale». Avec la fin du traité INF, il ne reste désor-

mais en vigueur qu'un seul accord nucléaire bilatéral entre Moscou et Washington : le traité START, qui maintient les arsenaux nucléaires des deux pays bien en-deçà du niveau de la Guerre froide. Il doit arriver à échéance en 2021. **R. C.**

Nucléaire iranien

Macron tente une médiation avant le sommet du G7

Le président français Emmanuel Macron a reçu hier le chef de la diplomatie iranienne, avant des discussions au sommet ce week-end avec Donald Trump, pour tenter de sauver l'accord sur le nucléaire iranien.

La rencontre, initialement prévue dans la matinée, se tiendra plus tard, «dans la journée», pour des raisons d'agenda, a précisé la présidence. Elle va permettre de «proposer des choses» afin de tenter de ramener Téhéran au respect de l'accord, déjà fragilisé par le retrait américain, a expliqué mercredi le chef de l'Etat français qui a aussi évoqué la question avec son homologue américain cette semaine, lors d'un entretien téléphonique. Ce dossier explosif qui menace d'enflammer le Moyen-Orient sera ensuite sur la table des dirigeants du G7, le club des sept pays les plus industrialisés, qui s'ouvre aujourd'hui à Biarritz dans le sud-ouest de la France. «On doit avoir une discussion au sommet sur comment on gère le dossier iranien, on a des vrais désaccords au sein du G7», souligne le président Macron, en référence à la politique de pression maximale exercée par le président américain sur Téhéran. Conclu en 2015 entre l'Iran et le groupe 5+1 (Etats-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni, France et Allemagne), l'accord avait permis la levée d'une partie des

sanctions en échange de l'engagement iranien de ne pas se doter de l'arme nucléaire. Mais Donald Trump en est sorti avec fracas en mai 2018 et a depuis rétabli de lourdes sanctions qui étrangleront l'économie iranienne. En réponse au retrait américain et à l'incapacité des Européens à l'aider à contourner les sanctions, Téhéran a arrêté en juillet de respecter certains de ses engagements pris aux termes de l'accord. Paris tente d'obtenir un allègement des sanctions visant le pétrole iranien en échange d'un retour de l'Iran au plein respect de l'accord et de nouvelles négociations avec Téhéran sur son programme balistique et son influence régionale. Le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a fait état jeudi, à la veille de son entretien, de «points d'accord» avec Emmanuel Macron. «Le président Macron a contacté le président iranien Hassan Rohani avec diverses propositions et le président Rohani m'a chargé d'aller rencontrer le président Macron pour savoir si nous pourrions finaliser certaines de ces propositions, afin de permettre à chacun de s'acquitter de ses obligations en vertu du JCPOA (l'accord sur le nucléaire)», a déclaré Mohammad Javad Zarif, en visite à Oslo. «C'est l'occasion d'examiner la proposition du président Macron et de présenter le point de vue du président

Rohani, et de voir si nous pouvons trouver un terrain d'entente. Nous avons déjà des points d'accord», a-t-il ajouté. Le président français, qui mène les efforts européens pour préserver l'accord, a multiplié les échanges avec Hassan Rohani et Donald Trump et dépêché en juillet son conseiller diplomatique Emmanuel Bonne à Téhéran. Au point de s'attirer les foudres du président américain. «Je sais qu'Emmanuel veut bien faire, comme tous les autres, mais personne ne parle pour les Etats-Unis à part les Etats-Unis eux-mêmes», a tweeté le locataire de la Maison-Blanche le 8 août. Tout en durcissant toujours plus la pression diplomatique, économique et militaire sur Téhéran, Donald Trump a aussi multiplié les appels au dialogue, y compris durant l'escalade des tensions dans le Golfe, où plusieurs pétroliers ont été arrosés et un drone américain abattu par l'Iran. Le chef de la diplomatie iranienne a confirmé avoir été récemment invité à rencontrer le président américain à la Maison-Blanche, ce qu'il dit avoir refusé. Mais les Etats-Unis ont aussi décrété des sanctions le 1er août contre M. Zarif, accentuant encore leur campagne de «pression maximale» sur le régime iranien qu'ils accusent de déstabiliser le Moyen-Orient.



Commentaire

Abandon

Par Fouzia Mahmoudi

Si aux Etats-Unis du côté des Républicains il apparaît aujourd'hui clair que Donald Trump sera le seul candidat à représenter les conservateurs du côté des Démocrates ce n'est pas les prétendants à l'investiture du parti libéral qui manquent. Et si certains candidats se distinguent déjà d'autres malheureusement n'auront jamais réussi à sortir du lot. C'est le cas de Jay Inslee, gouverneur écologiste de l'Etat de Washington qui concentrerait son discours sur la lutte contre le changement climatique et qui vient d'annoncer son abandon. Il ne reste désormais plus que 22 candidats en lice après le renoncement cette semaine de Jay Inslee. C'est le troisième à se retirer dans cette primaire après Eric Swalwell et John Hickenlooper. Jay Inslee, gouverneur progressiste de l'Etat de Washington, au nord-ouest des Etats-Unis, plafonnait à moins de 0,5% dans les sondages pour l'investiture Démocrate. «Cela devient maintenant clair que je ne vais pas être le choix principal, je ne vais pas être président, donc je me retire de la course», a-t-il déclaré lors d'une interview avec la présentatrice Rachel Maddow sur la chaîne MSNBC mercredi soir. Depuis son entrée dans la course à la Maison-Blanche en mars, Jay Inslee, 68 ans, avait fait de l'écologie son cheval de bataille. «Le changement climatique, c'est le gros morceau et nous devons tout faire pour lutter contre», avait-il déclaré lors d'une interview à l'Agence France-Presse la semaine dernière dans l'Iowa. Jay Inslee voulait réduire à zéro les émissions de CO2 d'ici à 25 ans, en passant à un parc de nouveaux véhicules – bus et automobiles – 100% électriques d'ici à 2030. Un programme particulièrement ambitieux aux Etats-Unis. Les Démocrates ne sont maintenant plus que 22 à vouloir remplacer le républicain Donald Trump à la Maison-Blanche. Selon les derniers sondages, l'ancien vice-président de Barack Obama, Joe Biden, est en tête avec 28,8% devant le sénateur socialiste Bernie Sanders (16%) et la sénatrice Elizabeth Warren (15,4%). Mais avec plus d'une année avant l'élection présidentielle de novembre 2020 beaucoup de choses peuvent changer et des personnalités aujourd'hui encore peu médiatisées peuvent creuser leur trou auprès des électeurs et créer la surprise, comme l'a fait Donald Trump en 2016. **F. M.**

Cinq morts et des dizaines de blessés au stade du 20-Août

Le concert de Soolking tourne au drame

■ *Tout le monde en avait parlé et même le chanteur : organiser un concert-événement d'une telle envergure dans un «petit» stade comme celui du 20-Août du Ruisseau (Alger) était un pari risqué. Et ce qui devait arriver arriva. L'on dénombre des dizaines de blessés et pas moins de 5 morts – trois jeunes femmes et deux jeunes hommes, âgés de 20 à 25 ans – après une bousculade à l'entrée du stade, jeudi soir.*

Par Abia Selles

L'on savait que le retour de l'enfant prodige en Algérie allait susciter un grand engouement. Le programme du soir avait de quoi faire des envieux parmi les fans. Le rappeur natif d'Alger, Soolking, avait invité quelques amis artistes, tels Fianso, Alonzo et l'Algérino, à le rejoindre sur scène. Mais alors que l'impatience des spectateurs faisait rage à l'extérieur, une bousculade a fait plusieurs morts et blessés. Parmi les personnes décédées, Sofia Agha (22 ans), Yassar Amir (13 ans), Chiraz Kadri (19 ans) et Abderahim Baouche (21 ans).

Que s'est-il passé au juste ? Selon des témoins oculaires, l'on évoque une cohue survenue environ une heure avant le début du concert, lorsque de nombreux fans, munis de tickets, ont alors voulu entrer à tout prix, alors que le stade était déjà plein à craquer. Cela laisse entendre que trop de billets ont été vendus ou que les organisateurs ont laissé entrer des spec-



tateurs sans billet. Et c'est cette dernière hypothèse qui semble tenir la route.

L'on fait référence, en outre, à des conditions d'attente déplorables et de longues files très compactes devant les différentes entrées, depuis la matinée. Entre-temps, le rappeur n'avait pas l'air d'être informé du drame, puisqu'il a continué d'enflammer la scène avec des

spectateurs qui filmaient le concert. Selon nos informations, les services de sécurité ont informé, sur le coup, les responsables de l'Onda, organisateur de l'événement, mais ces derniers auraient refusé catégoriquement d'interrompre le concert. «*Ils ont même refusé d'informer Soolking, parce que ce dernier aurait certainement pris la décision de ne pas mon-*

ter sur scène», a-t-on appris. Les corps des cinq personnes décédées étaient entreposés dans la nuit de jeudi à vendredi à la morgue du CHU Mustapha-Pacha, «*en attendant l'autopsie*», a indiqué son directeur général, Abdeslam Bennana. Parmi les personnes blessées, quelques-unes seulement étaient gardées en observation, les autres, souffrant de blessures sans gravité, ont quitté l'hôpital. L'enquête devra faire le point sur les éventuelles responsabilités des organisateurs tandis que le parquet s'est rendu sur les lieux puis à l'hôpital Mustapha-Pacha.

A ce sujet, dans un communiqué rendu public hier, le procureur de la République près le tribunal de Sidi-M'hamed-Alger a annoncé l'ouverture d'une enquête judiciaire : «*A la suite du tragique incident survenu durant le concert dans la soirée de jeudi (avant-hier) au stade du 20-Août, Belouizdad, qui a causé*

le décès de cinq personnes dont une fillette de 13 ans, le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed-Alger, accompagné des éléments de la police judiciaire, s'est rendu sur les lieux et a ordonné l'ouverture d'une enquête approfondie en vue de déterminer les circonstances et les responsabilités de ce douloureux accident». A. S.

**Bousculade lors d'un concert à Alger
86 personnes secourues et 32 autres transférées à l'hôpital**

LES ÉLÉMENTS de la Protection civile ont prodigué les premiers secours à 86 personnes et transféré 32 autres vers le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha-Pacha, suite à la bousculade survenue lors d'un concert animé par le rappeur algérien Soolking au stade du 20-Août-1955 à Alger, ont indiqué, hier, les services de la Protection civile. La Direction générale de la Protection civile a mis en place «*un dispositif d'intervention avant et pendant le concert du chanteur Soolking au stade du 20-Août, où les éléments de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 86 personnes*», a ajouté la même source. «*32 personnes ont été également transférées vers le CHU Mustapha-Pacha, dont certaines étaient gravement blessées et d'autres ont succombé à leurs blessures à l'hôpital*», a noté la source. Pour rappel, 5 personnes, âgées entre 20 et 25 ans, ont trouvé la mort dans la bousculade, a indiqué le DG de l'hôpital Mustapha-Pacha, Abdeslam Bennana. R. N.

Il promet de «prendre les mesures nécessaires»

Bedoui adresse ses condoléances aux familles des victimes

Le Premier ministre, Nouredine Bedoui, a adressé hier ses sincères condoléances aux familles des victimes de la bousculade, survenue lors d'un concert animé par le rappeur algérien Soolking, dans la soirée de jeudi au stade du 20 août à Alger, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. «*Suite au tragique incident ayant entraîné la mort de 5 jeunes citoyens, lors d'un concert animé au stade du 20 août 1955, le Premier ministre, Nouredine Bedoui, présente en son nom personnel et au nom du Gouvernement, ses sincères condoléances aux familles des victimes, Priant Dieu Tout puissance de les assister en cette douloureuse épreuve, et de leur prêter patience et réconfort. A Dieu nous appartenons et à lui nous retournons*», lit-on dans le communiqué. «*Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes et circonstances de cet incident tragique et prendre les mesures nécessaires*», selon la même source. R. N.

Festival du patrimoine bâti

La maison traditionnelle kabyle célébrée à Tazerouts

La maison traditionnelle kabyle a été jeudi à l'honneur de la 1^{re} édition du Festival du patrimoine bâti ouvert au village Tazerouts, commune d'Abi Youcef, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou. Organisée à l'initiative de l'association du village, Djamel at Umejkan, cette manifestation constitue «*le couronnement de celles déjà organisées auparavant et portant sur la vie dans un village kabyle*», a souligné Ait Kheldoun Slimane, vice-président de l'association organisatrice qui a réhabilité, à l'occasion, une vieille maison du village pour servir de témoin aux visiteurs. Lors de la cérémonie d'ouverture, Makhlof Naït Saâda, ancien directeur d'architecture et de l'urbanisme au ministère de l'Habitat et membre du comité d'organisation, a rappelé que «*le patrimoine bâti demeure l'œuvre essentielle de l'humanité, déterminé par le climat, la disponibilité du matériau, ainsi que l'aire cultu-*

relle pour se protéger des aléas de la nature». A ce titre, a-t-il fait remarquer, la maison traditionnelle kabyle «*avait pour vocation première d'abriter ses habitants et, dans une certaine mesure, d'être fonctionnelle, d'où sa conception et son aspect rudimentaires*». De même, a-t-il poursuivi, qu'elle a toujours constitué «*un espace et un univers où a toujours cohabité l'Homme, quelques animaux domestiques qui contribuaient à sa subsistance et même à l'entretien des lieux*». Elle est souvent construite, a-t-il ajouté, «*grâce à l'entraide des citoyens du village avec des pierres et du bois ramassés des champs et, l'un de ses aspects extérieurs prédominants est une certaine uniformité de par ses matériaux, ses structures et sa géométrie*». Ce qui traduit, selon lui, «*un souci d'égalitarisme et d'affirmation d'appartenance communautaire qui a toujours prévalu dans l'entreprise de*

construction». Autre aspect fondamental de la maison traditionnelle kabyle, a-t-il ajouté, est que «*l'aménagement et l'agencement de l'espace intérieur, décors, niches et mobiliers de fortune, est l'apanage de la femme. L'homme ne s'interfère jamais dans l'aménagement ou l'agencement intérieur de la maison*». Au lendemain de l'indépendance, «*la maison traditionnelle n'a pas échappé aux transformations socioculturelle, démographique et économique qu'a subies la société algérienne dans son ensemble et a subi l'influence d'éléments empruntés qui n'avaient apporté aucune fonction utile*», a souligné Naït Saâda. A ce propos, il a indiqué que «*le retour des immigrés, avec en tête l'image de la maison européenne avec balcon et terrasse, a inauguré le processus de modification du bâti traditionnel et introduit de nouveaux paramètres dans l'acte de construire, notamment les accès carros-*

sables». Ce processus, s'est également accompagné, a-t-il ajouté, «*par une recherche esthétique dans le plagiat et non dans l'harmonie des constructions ou de l'espace et par la perte du rôle de la femme en tant qu'architecte d'intérieur*» remplacé par les meubles achetés comme produits finis». Aujourd'hui, a-t-il fait remarquer, «*l'acte de bâtir est devenu une relation commerciale, parfois conflictuelle, entre le propriétaire qui veut ceci ou cela et l'architecte qui doit s'en tenir à des normes architecturales*», tandis que jadis, «*chaque communauté était l'architecte de son village*». Au programme de cette manifestation qui s'étale sur trois jours, plusieurs ateliers en relation avec l'habitat traditionnel en tant qu'espace de vie et diverses activités culturelles festives, chants, théâtre et réalisations de fresques dans les ruelles du village. R. Z.

AGEND'ART

**Hôtel Méridien d'Oran
Ce soir à 22h :**

Concert de Manal Gherbi.
**Opéra d'Alger Boualem Bessaïh (Ouled Fayet, Alger)
27 août à partir de 21h :**
Concert avec Naïma Dziria et Hassiba Abderaouf.

**Musée d'art moderne d'Oran
Jusqu'au 31 août :**
Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

**Galerie d'arts Le Paon
(Centre des arts de Riadh El Feth, niveau 104, local 1B32, El-Madania, Alger)
Du 21 septembre au 20 octobre :**
Exposition «*Convergence*» de l'artiste Mohamed Krour.
Venissage le samedi 21 septembre à partir de 15h.



Ligue 1 (2^e journée)

L'ESS en péril, l'ASO pour se reprendre

LA SUITE de la deuxième journée de la Ligue 1 nous propose trois matchs très disputés, avec surtout le match au sommet qui opposera l'Entente de Sétif au MC Oran, alors que l'ASO Chlef souhaite se relancer en recevant le NAHD à huis clos et le CABBA rendra visite à l'USMBA. L'Aigle Noir qui a perdu son premier match face à l'USM Alger souhaite se reprendre en prenant le meilleur sur le MC Oran. Les poulains de Madoui n'auront pas, néanmoins, la partie facile sachant que les Hamraoua qui sont sur une belle lancée après leur victoire éclatante lors du derby de l'Ouest face aux voisins de la Mekerra sur le score de (3/1). Les gars de la capitale des Hauts-Plateaux n'ont pas le droit à l'erreur, sachant que le match se joue à domicile et il ne faudra pas laisser filer des points supplémentaires. Au stade Boumzrag de Chlef, l'ASO reçoit le NA Hussein-Dey à huis clos, ce qui ne sera pas une sinécure pour elle. Les Chéliens qui avaient perdu leur premier match face au NC Magra se doivent de se relancer, mais il leur

faudra faire très attention à cette équipe algéroise qui ne se déplacera pas en victime expiatoire et tentera d'exploiter cette chance de jouer sans la présence du public pour revenir au moins avec le point du nul qui reste dans ses cordes. Enfin, L'USM Bel-Abbès donnera la réplique au CA Bordj Bou Arréridj avec l'espoir d'enregistrer ses trois premiers points à domicile après avoir perdu face au MCO. Toutefois, il faudra faire très attention à cette équipe bordjienne qui ne se déplacera pas en victime et tentera de créer la surprise. A noter que lors des matchs avancés qui s'étaient joué lundi dernier, le MCA a pris le dessus sur le PAC dans le derby algérois, alors que l'USMA es revenue avec le nul de son déplacement à Constantine face au CSC et que le CRB avait battu Magra sur le fil (2/1). Au tableau, l'USMA est rejoint par le MCA en tête.

M. M.

LE PROGRAMME :
Samedi 24 août 2019 :
 ASO-NAHD (20h)
 USMBA-CABBA (21h)
 ESS-MCO(21h)

Equipe nationale A Hakim Medane se retire

LE MANAGER général de l'équipe nationale d'Algérie de football, Hakim Medane, a démissionné de son poste, a annoncé mercredi soir la Fédération algérienne de football sur son compte twitter. «Après plus de deux années en tant que manager général de l'équipe nationale A, Hakim Medane a décidé de prendre du recul en se mettant à la disposition du président de la Fédération algérienne de football (FAF) et du bureau fédéral dont il est membre et ce, pour d'autres missions», a indiqué la même source. L'ancien joueur de la JS Kabylie était de la campagne victorieuse de la sélection algérienne en Coupe d'Afrique des Nations CAN 2019 en Egypte où les Verts avaient été sacrés en dominant le Sénégal (1-0) le 19 juillet dernier au Caire en finale de la compétition continentale.

MC Alger
 Betrouni président à nouveau

Décidément le Mouloudia d'Alger a beau être désormais le club le plus riche d'Algérie, il continue à vivre une incroyable instabilité managériale puisqu'il a encore changé de président.

En effet, l'actionnaire majoritaire du club, la Sonatrach, vient de démettre Mohamed Hireche, président de la SSPA depuis juin 2018, pour introniser un revenant, à savoir Achour Betrouni, qui avait présidé à la direction du club durant moins d'une année lors de la saison 2015/2016.

Le choix de ce dernier aurait été fait en concertation avec le nouveau DG, Fouad Sakhrî (qui a remplacé Omar Ghrib en juin) et le nouveau SG, Ahmed Yahiaoui, selon un critère assez particulier, Betrouni étant leur voisin.

Le nom d'un autre ancien président, Kamel Amrouche, était aussi soutenu principalement par les membres du CSA.

Jeux africains 2019/ Natation Ramzi Chouchar s'illustre

LE NAGEUR algérien, Ramzi Chouchar, a brillé de mille feux en s'adjugeant la médaille d'or du 400m 4 nages des Jeux africains (JA 2019), lors de la seconde journée des épreuves de natation disputée ce jeudi à Casablanca (Maroc). Plus rapide que tous ses concurrents, Chouchar a réalisé un chrono de 4:23.53. Il a devancé au podium le Sud-Africain Ayrton Sweeney (4:26.88) et l'Egyptien Ahmed Salem (4:28.35). Outre la satisfaction de monter sur la plus haute marche, Chouchar a réussi également à reprendre son record d'Algérie de la spécialité, détenu depuis juin dernier par Jaouad Syoud (4:24.21). Concernant les autres distinctions algériennes, Rania Nefsi a remporté l'argent du 400m 4 nages (4:58.55) alors que les deux breloques en bronze sont l'œuvre de Majda Chebaraka, sur le 200m nage

(2:05.51), et de l'équipe féminine du relais 4x200m nage libre (8:42.75). Grâce à ces 4 nouvelles médailles, l'Algérie porte son total à 30 médailles (10 or, 8 argent, 12 bronze) et occupe la 3e place d'un classement général dominé par l'Afrique du Sud (46 médailles : 12 or, 19 argent, 15 bronze) alors que l'Egypte occupe la 2^e place (26 médailles : 11 or, 9 argent, 6 bronze).

L'aviron récolte deux nouvelles d'or

Les rameurs algériens se sont distingués une nouvelle fois en remportant quatre nouvelles médailles, dont deux en or, lors de la 2^e journée des épreuves d'aviron des Jeux africains de Rabat (JA 2019), disputées ce jeudi à Salé. Excellents lors de leur entrée en matière, couronnée par 4 médailles (3 or, 1 argent), les Algériens ont récidivé en glanant 4 autres breloques, dont deux en vermeille.

Coupes africaines La JSK, le CRB et le PAC pour confirmer

■ Les représentants en compétitions africaines disputeront aujourd'hui leurs matchs retours pour le compte du tour préliminaire de la Ligue des champions et de la Coupe de la CAF.

Les Canaris décidés à l'emporter



Par Mahfoud M.

Ainsi, la JS Kabylie se rend au Soudan pour donner la réplique à la solide équipe d'El Merikh qui l'attendra de pied ferme. Les Sang et Or souhaitent remonter le score de l'aller après avoir perdu (1/0). Les Canaris, eux, ne l'entendent pas de cette oreille et souhaitent résister aux Soudanais en tentant de les surprendre là-bas pour arracher le billet de la qualification pour le prochain tour. Les poulains du Français Velud pensent que tout reste possible, souhaitant continuer leur aventure africaine et pour cela ils doivent bien négocier cette sortie redoutable.

N'ayant fait qu'une bouchée des Guinéens de Kamssar au match aller au stade du 5-Juillet qu'il a battu sur le score de (3/0), le Paradou AC souhaite confirmer lors de ce match retour à Conakry. Certes, la bande à Chalo réalise un mauvais départ en championnat national, en concédant deux défaites face à l'USB et le MCA, mais cela ne l'inquiète pas pour autant surtout qu'on est seulement en début de saison. Les Jaune et Bleu s'inquiètent quand même de certains paramètres, notamment l'arbitrage et le climat qui reste chaud. Pour le dernier match qui

opposera le CRB au Coton Tchad, la situation s'annonce compliquée. Les Rouge et Blanc qui l'ont emporté sur le score de (2/0) à l'aller à Alger, souhaitent tenir en match retour à Ndjamena. Certes, le Chabab a réussi un bon début en championnat avec un nul à l'extérieur de ses bases face au CABBA et une victoire face au NCM, mais en compétition africaine tout reste possible et il faudra prendre toutes ses dispositions. La crise née des déclarations d'Amrani risque de se répercuter sur les joueurs s'ils ne restent pas concentrés sur leur sujet lors de ce match.

M. M.

Beach volley Tournoi à Boumerdès

Un grand tournoi de beach-volley national messieurs (2x2) est organisé depuis hier

et se poursuivra jusqu'à aujourd'hui 24 août sur la 1^{re} plage de la ville côtière de Boumerdès,

a indiqué jeudi la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB). L'instance fédérale avait organisé des tournois similaires respectivement à Matars (Tipasa), Jijel et Skikda.

A l'issue du tournoi de Boumerdès, les six premières paires seront qualifiées au tournoi final qui aura lieu les 30 et 31 août à la plage de l'hôtel Mazafran (EGT) Zeralda (Alger) et qui coïncidera avec la clôture de la saison estivale et du circuit national de beach-volley messieurs et dames 2019, précise la même source.

Cette compétition est organisée dans le cadre d'une convention entre les secteurs du tourisme, de l'artisanat et de la jeunesse et des sports, par la Fédération algérienne de volley-ball et le groupe HTT, en partenariat avec les ligues et les DJS du littoral.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Hadj 2019

25 pèlerins algériens décédés selon un nouveau bilan

LE NOMBRE de décès parmi les hadjis algériens s'est élevé hier à 25 personnes, a indiqué le chef de la mission médicale algérienne le D^r Mahmoud Dahmane. Il s'agit de Chouira Oussama, 28 ans, originaire de Metlili (Ghardaia), a précisé le

D^r Dahmane, soulignant que le défunt «a rendu son dernier souffle à l'hôpital de Hira (La Mecque) où souffrant du diabète, a passé 15 jours au bloc réanimation».

Aymen N.

Bouzeuguène/Tizi Ouzou

170 personnes victimes d'intoxication alimentaire

PAS MOINS de 170 personnes ont été victimes d'intoxication alimentaire mercredi dernier au village Houra dans la commune de Bouzeuguène (61 km à l'est de Tizi-Ouzou). Selon des sources hospitalières, ces personnes auraient consommé de la pizza au niveau d'un restaurant fast-food avant de présenter des symptômes d'intoxi-

cation. Toutes les personnes admises à la polyclinique de la localité sont rentrées saines et sauvées chez elles après avoir reçu les premiers. Une équipe de prévention de l'hôpital d'Azazga a été dépêchée sur place pour déterminer les causes exactes de cette intoxication.

Hamid M.

Présidence

Bensalah nommé un nouveau chef de la sûreté de wilaya d'Annaba

LE CHEF de l'Etat, Abdelkader Bensalah a nommé, avant-hier Kamar Ezzamen Boubour au poste de chef de sûreté de wilaya d'Annaba, a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

«Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah a nommé, jeudi 22 août 2019, Kamar Ezzamen Boubour au poste de chef de sûreté de wilaya d'Annaba», a précisé la même source.

R.N.

DGSN/Contrebande

Saisie de 14 500 euros non déclarés à l'aéroport Houari-Boumediene

UNE PERSONNE a été interpellée par la police des frontières à l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger en possession de 14 500 euros non déclarés, a indiqué hier un communiqué des services de la Sûreté nationale. «Les forces de police des frontières de l'aéroport Houari-Boumediene, ont interpellé un individu qui s'appretait à embarquer sur un vol à destination de Dubaï, en possession de 14 500 euros non déclarés, en infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger», a précisé la même source. Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la criminalité, notamment la détention et le trafic illicite de stupéfiants, les forces de police des sûretés de wilaya d'Oran, Alger et Batna ont saisi récemment plus de 37 kilogrammes de cannabis traité. En effet, les forces de la police judiciaire de la sûreté d'Oran ont, lors d'une perquisition au domicile d'un individu, récupéré plus

de 30 kilogrammes de cannabis traité. A Alger, trois individus ont été interpellés et plus de 4 kilogrammes de cannabis traité récupérés dans la localité de Draria, tandis qu'à Batna, une personne a été arrêtée et plus de 3 kilogrammes de cannabis traité ont été saisis. A Constantine, les éléments de la police ont mis fin aux activités illicites de 3 individus et récupéré plus de 6 550 comprimés psychotropes.

Walid B.

Les Saoudiennes peuvent désormais voyager sans l'autorisation d'homme



Loumis

Djalou@hotmail.com

27^e vendredi de manifestation à Béjaïa

Les Béjaouis maintiennent la mobilisation

■ Les Béjaouis continuent de se mobiliser pour faire avancer les revendications du mouvement populaire pour obtenir un changement de régime.

Par Hocine Cherfa

Pour le 27^e vendredi consécutif, ils sont sortis en masse investir les rues de la ville. Ils étaient des milliers ou des dizaines de milliers encore hier à parler d'une même voix et exiger le départ du régime et un changement politique dans le pays. «Ulac ulac l'vot ulac», «libérez les détenus», «La hiwar la chiwar errahil obligatoire», sont entre autres, les slogans les plus scandés hier par les foules qui ont arpenté une fois encore le boulevard de la Liberté depuis la

maison de la culture sur des centaines de mètres. La rue de la Liberté était noire de monde encore. Ceux qui ont misé sur l'essoufflement du mouvement peuvent désormais réviser leur copie ou la corriger car, la foule d'hier était immense en dépit des vacances, de la chaleur, etc. Arrivé à la cité CNS, la foule a observé une minute de silence en hommage au martyr Djamel Saïdani assassiné après la marche du 14 juin, soit le 18, et à tous les martyrs du Printemps noir de 2001. La foule scandait

tout au long du parcours de la marche des slogans hostiles aux tenants du pouvoir. «On ne peut pas organiser des élections crédibles avec la bande», «Pour une Algérie algérienne», «Ulac l'vot ulac», «Appliquez les articles 7 et 8», «Djazair hora démocratie», pour une République nouvelle», etc. La marche d'hier démontre une fois encore que la mobilisation est loin de s'estomper alors que nous sommes au seuil de la rentrée sociale et les choses peuvent encore s'accélérer.

H. C.

Espagne

La police démantèle un réseau de trafic d'animaux en direction du Maroc

La police espagnole a annoncé dans un communiqué le démantèlement d'un réseau de 10 personnes faisant partie d'un trafic d'animaux exotiques destinés au Maroc. Fruit de la collaboration entre la police de plusieurs pays, un réseau international de trafic d'espèces animales a été démantelé en Espagne, sous la coordination d'Europol, a indiqué un communiqué officiel relayé par l'agence de presse espagnole EFE. «Pas moins de 200 animaux exotiques ont été saisis. Ils étaient destinés à être expédiés vers le Maroc où un marché émergent a été découvert», a précisé EFE. Baptisée «Fennec», l'opération initiée par la police,

suite à la plainte d'un citoyen par l'intermédiaire d'une organisation de défense des animaux et de protection de la nature, a permis de mettre hors d'état de nuire ce réseau qui revendait des oiseaux, des mammifères et des reptiles, parmi lesquels quelques espèces rares. Ces animaux, selon la police espagnole, étaient achetés clandestinement auprès de fournisseurs en Espagne et dans d'autres pays de l'Union européenne. «Disposant de documents nationaux et internationaux falsifiés, les animaux étaient acheminés illégalement vers le royaume chrétien sans craindre de problèmes aux douanes. D'autant plus que le réseau travaillait avec

un vétérinaire complice qui leur délivrait des cartes de santé», a précisé le communiqué de la police espagnole. Sur place, un Marocain domicilié à Melilla se chargeait de la distribution des animaux. Il contactait les acheteurs par le biais de réseaux sociaux et de contacts personnels et faisait transiter les animaux par le passage frontalier entre Melilla et Nador, selon la même source. La police espagnole a arrêté 10 personnes, membres de ce réseau international, qui seront poursuivis pour contrebande, commerce illégal d'espèces animales, abus d'animaux et falsification de documents.

Aida M.

MDN/ Lutte antiterrorisme

Une cache pour terroristes découverte à Tizi-Ouzou

UNE CACHE pour terroristes contenant divers objets a été découverte jeudi à Tizi-Ouzou par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 22 août 2019, une cache pour terroristes contenant divers objets à Tizi-Ouzou», a précisé la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, «des détachements combinés de l'ANP

ont arrêté deux individus et saisi 3 424 cartouches de calibre 12 et 16 mm, tandis que quatre groupes électrogènes et six marteaux piqueurs ont été saisis à Bordj Badji Mokhtar». Dans le même contexte, des détachements combinés de l'ANP et de la Gendarmerie nationale «ont arrêté à Ouargla, In Amenas et Biskra deux narcotrafiquants et saisi 3 100 comprimés de psychotropes, 2,880 kilogrammes de kif traité et un camion». En outre, les éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté trois individus et saisi une somme de faux billets d'une

valeur de 679 000DA et du matériel informatique à Tipaza». Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande, des détachements de l'ANP «ont saisi 11 846 litres de carburant destiné à la contrebande et deux véhicules à Tébessa et Souk-Ahras». En outre, et dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, un détachement de l'ANP «a arrêté à In Salah 18 immigrants clandestins de différentes nationalités et saisi un véhicule tout-terrain et une somme d'argent», a ajouté le communiqué.

R.N.